



Cette note hebdo est réalisée à partir d'articles de divers journaux, revues et autres lectures. Son objectif est de contribuer à faire circuler l'information, à susciter réflexions et débats, indispensables dans la période présente. Certaines idées contenues dans les résumés publiés ici peuvent refléter des positions discutables. C'est justement leur intérêt. Souhaitons qu'elles alimentent nos propres réflexions.

Ce n'est que "partie remise". Crois moi... n'écoute pas tous ces cons qui m'ont élu et vont me réélire en 2012. Ils n'ont rien à proposer à notre place. Un jour, mon fils, ce pays d'imbéciles sera à toi!



AU NOM DU PERE



Quelques infos à noter

Le repas annuel des retraité-e-s SUD-Rail aura lieu le jeudi 10 décembre 2009.

L'invitation et l'inscription vont vous parvenir avec le prochain journal.

Le prochain journal "Le lien du retraité-e" sortira début novembre.

Vous pouvez consulter le blog des retraité-e-s SUD-Rail à l'adresse internet suivante :

www.retraitesudrail.org

Transport

Le Grenelle de l'environnement a du plomb dans l'aile !

Transports et déplacements

Plan Blayau contre le FRET Ferroviaire

Le Grenelle de l'environnement a du plomb dans l'aile

6000 suppressions de postes sur 13000 à FRET SNCF

Sud Rail

Transports et déplacements

Plan Blayau contre le FRET Ferroviaire

Le Grenelle de l'environnement a du plomb dans l'aile

500 000 camions de plus sur les routes

Sud Rail



" Je n'ai pas parlé au Président mais à mon papa !"

Monsieur Fils

Economie

Prêter moins pour gagner plus

Comment en prêtant moins, 373 milliards d'euros au 31 août 2009 contre 488 milliards un an plus tôt, les banques vont-elles réussir à encaisser une bonne douzaine de milliards d'euros de bénéfice, selon leurs prévisions ?

Rien de plus facile... Avec la crise, les vannes du crédit ont été ouvertes en grand dans tous les pays et des milliers de milliards d'euros et de dollars ont été injectés dans l'économie. Conséquence, le taux de l'argent emprunté par les banques sur ce marché pour se renflouer a fortement baissé, 3,5 points depuis un an. Mais celui de l'argent prêté aux particuliers par ces mêmes banques lui n'a baissé que de 0,8 point et celui prêté aux sociétés que de 2,3 points... Bingo, les "marges d'intérêts nets" des banques s'est accru de moitié. La BNP, par exemple, a encaissé ainsi 18 milliards cette année au lieu de 13,5 en 2008. A la société Générale, quif quif, de 8 à 12 milliards !

Un vrai miracle ! D'autant qu'avec cet argent bon marché, la spéculation, notamment sur les matières premières, a permis d'engranger encore plus de fric (environ 4,3 milliards pour la BNP), ainsi que les commissions encaissées pour leurs services aux grosses boîtes à la recherche de fonds et ayant émis des émissions d'obligations : 65 millions pour les banques qui ont mené l'opération pour EDF, par exemple ! Si la crise se traduit pour beaucoup par des difficultés accrues, pour les banques ça gaze. Comme quoi elles ont eu raison de la provoquer avec des fonds pourris... vive la crise !!!

Protection sociale

Comment nous faire prendre des vessies pour des lanternes

Le gouvernement annonce la suppression de niches fiscales pour 760 millions d'euros,

mesures destinées à élargir les sources de financement de la protection sociale.

Rapportées aux 31,4 milliards d'euros d'exonérations concédées en 2010 et aux 9,1 milliards de cotisations perdues du fait des exemptions d'assiette sur laquelle sont assises ces cotisations, on est loin du compte. Ces mesures ne sont que symboliques et tentent de nous faire croire que la politique gouvernementale veut s'attaquer aux nantis.

Tandis que les nouvelles mesures d'économies annoncées qui toucheront les dépenses alors que le déficit, selon Woerth lui-même, vient de rentrer des cotisations insuffisantes, elles s'attaqueront au porte-monnaie des assurés :

- fiscalisation dès le 1er euro au lieu des 3 050 €, des indemnités de départ volontaire en retraite;
- fiscalisation au 1er euro des indemnités journalières (IJ) perçues au titre d'un accident du travail (AT);
- pour 2010, l'objectif national des dépenses d'assurance maladie

sera de 2,8 % en ville comme à l'hôpital. Taux «certes inférieur à celui de l'an dernier », mais qui «constitue un investissement d'avenir», pour la ministre de la Santé;

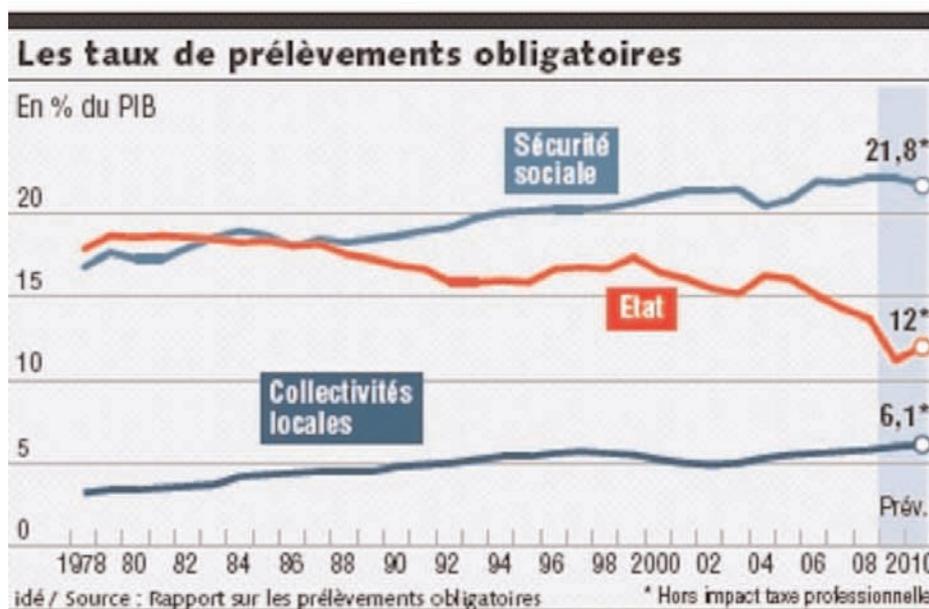
- 595 M€ d'économies en matière de maîtrise médicalisée des dépenses, Le gouvernement attend en outre 150 M€ d'économies supplémentaires par le biais de sa politique de lutte contre la fraude, et 145 M€ avec l'instauration d'un taux de remboursement à 15 % pour une centaine de médicaments jugés à service médical rendu faible ou insuffisant;

- Concernant l'hôpital, passage du forfait hospitalier de 16 à 18 €, ce qui doit générer une économie pour l'assurance maladie de l'ordre de 160 M€.

L'une des conséquences de ce train de mesures sera l'augmentation pour les assurés des cotisations des complémentaires santé de 3,9% au minimum l'an prochain (en pratique probablement plus) selon les estimations de la Mutualité française...

Prélèvements obligatoires, des disparités...

Si le taux de prélèvement obligatoire va être ramené à 40,7% du PIB cette année, après un pic à 44,9% en 1999, cette baisse masque des évolutions contrastées que la crise ne suffit pas à expliquer. La baisse de la part de l'Etat est due à une chute de la pression fiscale suite à la récession (1,3 point en moins) mais aussi aux cadeaux faits aux entreprises (plan de relance 0,8 point de PIB) et aux nantis (bouclier fiscal par exemple). L'augmentation de la part des collectivités locales est due pour partie aux augmentations d'impôts conséquences des transferts de charges de l'Etat. Quant à la progression du PO pour la Sécurité sociale, elle est la conséquence de l'augmentation de diverses cotisations qui viennent péjorer le pouvoir d'achat des assurés.



Retraite

Une place et un rôle, ça coûte du pognon !

Si la maltraitance est souvent évoquée à propos des maisons de retraite, celle du prix l'est beaucoup moins souvent. Or, selon l'Inspection générale des affaires sociales (l'IGAS), le coût d'une place, toutes dépenses confondues, s'élève à 2 200 euros par mois en moyenne. C'est deux fois le montant moyen d'une pension de retraite, soit 1 100 euros et plus de trois fois le minimum vieillesse de 677 euros.

D'une maison à l'autre le prix peut varier de 1 500 à 5 000 euros et il n'y a aucune corrélation avec la qualité des prestations.

Alors, la maison de retraite, une solution à la place et au rôle des retraités dans la société ? A ce prix là, ça se discute !

Consommation

Un malade, ça bouffe encore !

Au paradis de la consommation roi, que ne ferait-on pas pour vendre ? Toupargel, une entreprise de livraison à domicile de produits surgelés n'hésite pas sur les méthodes, ni sur l'éthique de sa politique sociale...

Les télévendeurs de cette boîte doivent ainsi téléphoner toutes les trois semaines pour les produits surgelés et toutes les semaines pour les produits frais. De la part des clients, toute objection doit être contrée, ne rien céder, vendre telle est la règle que doivent respecter ces personnels managés et contrôlés par des superviseurs. C'est ainsi que le client malade s'entendra répondre : "ce n'est pas parce que vous êtes malade que vous ne manges plus !". Une cliente dont le fils était atteint d'un cancer de la bouche s'est entendu répondre : "Nous avons des purées et ce n'est pas parce que votre fils est malade que vous ne mangerez plus !". Même chose pour celui qui se dit en difficulté. Pour finir de vous convaincre de remplir le congélateur, on vous donnera des points de fidélité, un cadeau de pacotille, et dans le cas où votre

frigo est plein, Toupargel vous propose des produits frais ! Autre méthode, vous annoncer une réduction de 30% sur un produit, sans vous dire le prix de vente... ou encore ne jamais vous donner le montant final de la commande au cas où vous reviendriez en arrière.

Pour les télévendeurs la journée débute par l'annonce des résultats de la veille par les superviseurs, et le nouveau challenge du jour à atteindre pour faire mieux et plus. Les employés, séparés des autres par des cloisons, voient leur temps de pause minutés sont déduits des horaires de la journée de travail (9h 15/13h 30 et 16h30/19h 45), et tout ça pour 30 euros de plus que le Smic, avec des primes liées aux performances commerciales sur tous les fronts du catalogue proposé au client.

Ces méthodes qui sont du harcèlement tant du client que du salarié ne sont pas l'apanage de Toupargel. Elles sont généralisées à toutes les sociétés de vente par téléphone... Qui n'a pas été entendu la sonnerie de son téléphone et décroché pour s'entendre baratiner afin d'acheter volets, fenêtres, ou un contrat d'assurance...

Retraité-e-s, faites attention, vous êtes une cible privilégiée, d'autant plus si vous êtes déjà client.

Social

Logement : ça chauffe pas...

En France, ce sont 12 millions de personnes qui se chauffent mal ou pas du tout. Les causes en sont l'augmentation de 4,2% en moyenne par an du prix des combustibles depuis 1995 (18% pour le prix du gaz domestique entre 2005 et 2007 en Europe), la piètre qualité des logements en matière d'isolation thermique (2/3 des logements ont été construits avant l'entrée en vigueur des premières normes en 1975), et enfin la progression de la pauvreté*. Le poids des charges liées au logement a doublé en dix ans pour les 20% des ménages les plus pauvres. Elles représentent un quart de leur budget, voire la moitié dans des logements du parc privé. En France, les aides au paiement des factures d'énergie ont augmenté de 20% par an depuis 2005.

Bien entendu, les ménages les moins nantis habitent les logements les moins bien isolés !

Les Fonds solidarités logement, le tarif social pour le gaz et l'électricité, la prime à la cuve sont autant de perfusions qui ne régulent rien. Au contraire, elles maintiennent les plus démunis dans la dépendance de systèmes peu performants et coûteux. Seuls l'isolation de l'habitat avec des mesures financières pour le faire et la fourniture de chaleur bon marché pourront régler en profondeur le problème. Le gouvernement n'est pas près de changer sa politique en la matière et le déficit budgétaire, la dette publique ne sont pas nature à l'inciter à la changer.

* En Europe, 15% des foyers sont touchés.

Environnement

Pollueurs tranquilles avec...

Le 5 octobre, les sénateurs ont adopté un amendement qui au lieu d'interdire la publicité en faveur des produits phytosanitaires, prévoit leur strict encadrement (?) ! Les fabricants respirent et les particuliers aussi mais eux ce sont les pesticides...

Encore un coup de canif dans le peu d'avancées du Grenelle 2 qui prévoyait dans son article 40 cette interdiction.

Les députés seront-ils eux aussi à la botte des industriels ? A suivre...

Non comptabilisés, 30 kg de plutonium dorment incognito à Cadarache. malgré 48 inspections de l'Agence de Sécurité Nucléaire (ASN) en 2008 !

Servant à la fabrication du combustible MOX pour les réacteurs, ce "rab" de plutonium qui dormait dans l'atelier de technologie où il est traité, n'a été signalé par AREVA que trois mois plus tard à l'ASN.

Mais soyons rassurés, tout ce beau monde continuera d'affirmer qu'en France, on a la meilleure sécurité nucléaire au monde !!!

Transports routiers... la douloureuse

Au moment où la SNCF, avec l'accord du gouvernement, est en train d'abandonner le trafic fret par wagons isolés, et après la grève du 20 octobre, il n'est pas indifférent de rappeler quelques réalités sur le trafic routier, notamment de marchandises par les camions.

La route assure 82% du trafic marchandise et est responsable de 93,5% des émissions de gaz carbonique produit par les différents modes de déplacement (le secteur des transports représente 26% des émissions de gaz à effet de serre). Le trafic des camions représente 90% des gaz à effet de serre émis par les transports de marchandises. La diminution de 15% par camion des émissions suite aux progrès technologiques est largement battue en brèche par l'augmentation du nombre et de la puissance des camions. Tendance jamais endigué par aucune politique française ou européenne, pire la quantité de marchandises transistant par la route a doublé ces vingt dernières années et augmenté de 22% depuis 1999.

Par ailleurs, pour 1 744 accidents de la route en 2008, les camions ont été impliqués avec 473 décès et 2 100 blessés à la clé.

Malgré ce bilan, ce ne sont pas moins de 29 projets autoroutiers qui sont dans les cartons et qui seront certainement mis en oeuvre comme celui de l'A65 entre Bordeaux et Pau (147 km). Si l'intérêt des populations commande, celui du BTP, des pétroliers et autres dispose ! Tant pis pour ceux qui habitent dans des communes, comme celles entre Dôle et Chalon (en Saône-et-Loire) qui voient chaque jour passer 3 000 camions dont 90% sont des 40 tonnes.

A quand, une politique qui favorise les transports les moins polluants et énergétivores ?

Vous pouvez contacter les responsables de la liaison retraités lors des permanences tous les jeudis à la Fédération au 01 42 43 99 77 ou par mail : retraitesudrail@gmail.com

Services publics

La poste : nouvelle mobilisation semaine du 31 octobre au 7 novembre

Bien que 2,3 millions de bulletins, avec une majorité massive pour le "non", aient été mis dans les urnes lors de la votation citoyenne sur la privatisation de la Poste, le gouvernement garde le silence. "Une marque de mépris vis-à-vis d'un exercice de citoyenneté qui a su trouver sa légitimité" soulignait le Comité national contre la privatisation de la Poste.

Une proposition de loi pour réclamer un référendum a été signé par les députés de gauche. Les sénateurs ont été interpellés pour l'adoption d'une "motion référendaire" lors de l'examen du projet de loi sur la réforme de la Poste qui doit démarrer en séances publiques à partir du 2 novembre. Le Comité a publié sur le site www.appelpourlaposte.rezisti.org la liste des sénateurs de droite, du centre ou non-apprentés.

Faute de réactions du gouvernement, au-delà de ces initiatives, et avant l'achèvement des discussions sur le projet de loi au Parlement fixé au 6 novembre, le Comité national a décidé de mobiliser tous azimuts. Du **31 octobre au 7 novembre** doit être une **semaine de mobilisation** "contre la privatisation, pour le développement du service public postal et l'organisation d'un référendum", avec :

- une **journée de rassemblement mle 31 octobre** devant les bureaux de psote pour le lancement de la campagne "J'écris au Président",
- des **cartes de pétition** "pour le respect de la votation du 3 octobre", demandant "le retrait du projet de loi de l'ordre du jour du Sénat et de l'Assemblée nationale" seront éditées (5 millions) avec un envoi gratuit.

A lire

Alternatives Economiques, comme chaque année, vient de sortir un numéro hors série "Les chiffres de l'économie 2010.

Avec 30 fiches, 290 graphiques, les thèmes suivants sont abordés : la crise mondiale, l'économie, les politiques publiques, la société, la planète, les indicateurs, les ressources en ligne.

Pour déjouer les arnaques, les pièges et défendre les droits du consommateur, "Que Choisir" vient de publier un ouvrage "Tous les droits du consommateur". Un ouvrage de 400 pages consacré aux lois, aux problématiques liés à la consommation, aux principales procédures juridiques, avec des di-

zaines de lettres types, des sujets transversaux, un index à consulter. Prix : 40 euros.

Quelques bouquins en vrac.....

- L'Hôpital malade de la rentabilité d'André Grimaldi chez Fayard, 19 euros
- De la protection de la nature au pilotage de la biodiversité de Patrick Blandin chez Quoe, 11,50 euros
- Rosa Luxembourg, Ombre et lumière de Claudie Veill, Le temps des cerises, 12 euros
- Orange stressé, Le management par le stress à France Télécom par Ivan Du Roy, à La Découverte, 15 euros
- Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression et L'affaire Toulaev de Victor Serge aux Editions Zones, 14,50 euros